

MTL.

17.10.1962

L.8103/1.

Coordination (1)

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, le 11 septembre 1962, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant statut pécuniaire du personnel des Ministères", a donné le 3 octobre 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 11e september 1962 door de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende bezoldigingsregeling van het personeel der Ministeries", heeft de 3e oktober 1962 het volgend advies gegeven:

8. XI. 62

PREAMBULE.

L'arrêté royal du 4 octobre 1961 relatif aux modalités de la délibération en conseil des Ministres dispose, en son article 1er :

"Dans les cas où elle est requise par un arrêté royal dont la modification n'est pas réservée à la loi, la délibération en conseil des Ministres peut être remplacée par la délibération en cabinet de la politique générale ou en comité ministériel de coordination économique et sociale".

Le dernier alinéa du préambule prévoit que le projet est pris "de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en conseil"; on ne voit dès lors pas les raisons pour lesquelles il y aurait lieu de viser, dans le préambule, l'arrêté royal du 4 octobre 1961. Toutefois, si le projet n'avait pas été délibéré en conseil des Ministres, mais en comité ministériel restreint, il y aurait lieu de modifier le dernier alinéa du préambule. En tout état de cause, il y a lieu d'omettre la mention de l'arrêté royal du 4 octobre 1961 dans le préambule.

+

+ +

L'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire prévoit :

.../...

en son article 6 : que les projets qui sont de nature à entraîner des dépenses nouvelles doivent être soumis à l'accord du Ministre des Finances;

en son article 8 : que les projets qui ont pour objet l'établissement des règles organiques en matière d'allocations, d'indemnités ou d'avantages en nature à charge du Trésor, ainsi que la fixation des échelles de traitements et salaires, doivent être soumis à l'accord du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions;

en son article 24 : que ces accords doivent être mentionnés avec référence à leur date dans le préambule desdits arrêtés.

Le projet est pris sur la proposition du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, ce qui suppose nécessairement son accord.

Il n'en est cependant pas de même en ce qui concerne l'accord du Ministre des Finances.

Le projet a été soumis à l'avis des Ministres réunis en conseil. Mais, selon les dispositions en vigueur, cet avis ne dispense de l'accomplissement d'aucune autre formalité. Et cet avis n'implique pas nécessairement par lui-même l'accord du Ministre des Finances. Il arrivera vraisemblablement assez fréquemment que la délibération en conseil des Ministres révélera cet accord, mais il n'empêche que le fait doit être vérifié dans chaque cas.

Les formalités de contrôle administratif et budgétaire sont sans doute prescrites dans l'intérêt exclusif de l'administration. La validité juridique de l'acte ne dépend pas de leur respect. C'est ce que le Conseil d'Etat, section de législation, a rappelé dans son avis sur le projet devenu l'arrêté royal du 5 octobre 1961.

Cependant, la considération que l'omission des formalités prescrites par cet arrêté n'est pas de nature à entraîner l'annulation d'un acte ne dispense évidemment pas le Gouvernement de se conformer aux prescriptions établies. On pourrait peut-être estimer que les formalités prescrites par l'arrêté royal du 5 octobre 1961 aboutissent, en s'ajoutant au contreseing du Ministre des Finances prescrit par l'article 6 de la loi du 20 juillet 1921, à instituer des procédures administratives trop complexes et trop lourdes. Si le Gouvernement en jugeait ainsi et estimait souhaitable de rendre ces procédures plus simples, il lui incomberait de modifier à cet effet les dispositions actuellement en vigueur.

+ +

Article 2.

En disposant que le "traitement n'est jamais inférieur au minimum vital", l'article 2, alinéa 2, du projet énonce un principe qui n'a aucune portée juridique précise; il pourrait être omis sans inconvénient.

.../...

Article 4.

L'article 4 détermine les règles qui devront être suivies pour la fixation des échelles des grades communs à plusieurs Ministères (alinéa 1er) et des échelles des grades particuliers d'un Ministère (alinéa 2).

Comme il entre dans les intentions du Gouvernement de ne pas déroger, pour la fixation de ces échelles, aux règles relatives au contrôle administratif et budgétaire, il y aurait lieu de compléter l'article 4 en prévoyant qu'il est pris sans préjudice de cette réglementation.

+ +

L'article 4 du projet dispose :

"Article 4.-Les échelles des grades communs à plusieurs Ministères sont fixées par arrêté royal pris sur la proposition du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions, et délibéré en conseil des Ministres.

Les échelles des grades particuliers d'un Ministère sont fixées par arrêté royal pris sur la proposition du Ministre compétent, avec l'accord du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions".

.../...

Le Conseil d'Etat a été saisi, en même temps que du présent projet, d'un projet d'arrêté royal fixant les échelles des grades communs à plusieurs Ministères, arrêté dont il est question à l'article 4, alinéa 1er, qui vient d'être cité. Dans ce projet (L. 8104), figurent deux dispositions qui n'ont pas trait aux échelles des grades communs à plusieurs Ministères; elles concernent les arrêtés qui fixeront les échelles des grades particuliers d'un Ministère, arrêtés dont il est question à l'alinéa 2 de l'article 4 cité ci-dessus.

Ces dispositions sont rédigées comme suit :

"Article 2.- L'arrêté royal fixant les échelles des grades particuliers d'un Ministère peut disposer également pour les titulaires de grades communs appartenant à ce Ministère.

Article 3.- Est fixée conformément à l'article 4, alinéa 2, de l'arrêté royal du ... :

- 1° l'échelle de tout grade qui ne figure pas dans la liste arrêtée par l'article 1er;
- 2° l'échelle de tout grade qui, malgré une dénomination identique à celle du grade figurant dans l'article 1er, en diffère manifestement comme en témoignait notamment la classification barémique antérieure".

Ces dispositions trouveraient mieux leur place dans le statut pécuniaire lui-même; elles complèteraient l'article 4, alinéa 2 , du projet.

Article 5.

L'article 5 du projet n'a aucune portée réglementaire; il ne fait qu'annoncer la forme que le Roi compte donner aux arrêtés prévus à l'article 4. Il y a lieu de l'omettre.

+ +

Article 15.

L'article 15 du projet détermine les services admissibles pour l'octroi des augmentations biennales, "sans préjudice de l'article 12, § 3, de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique".

La disposition de l'article 15 n'est pas seulement prise sans préjudice de la loi du 27 juillet 1961, mais également de divers textes réglementaires, tel le régime transitoire prévu par les articles 38 à 42 du projet, telles les dispositions qui peuvent être prises dans les arrêtés royaux relatifs aux grades particuliers des Ministères (articles 10 et 19 du projet).

Il s'indiquerait dès lors de rédiger le début de l'article 15 d'une manière plus générale :

"Sauf disposition contraire ...".

+ +

.../...

Article 16.

L'article 16 du projet dispose que pour l'application de l'article 15 :

"4° sont réputés militaires de carrière :

a) ... ;

b) ... ;

c) les sous-officiers de carrière ... ".

La loi du 27 décembre 1961 portant statut des sous-officiers du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale divise le cadre des sous-officiers du cadre actif en trois catégories : les sous-officiers de carrière, les sous-officiers temporaires et les sous-officiers de complément. Cette loi n'est pas encore entrée en vigueur. Il s'indiquerait, cependant, de remplacer l'appellation "sous-officiers de carrière" par celles des nouvelles catégories de sous-officiers, afin de ne pas devoir modifier, sur ce point, le statut pécuniaire lorsque cette loi sortira ses effets.

+ +

Article 19.

L'article 19 du projet dispose :

"Article 19. Les arrêtés royaux prévus à l'article 4, alinéa 2, peuvent rendre admissibles, aux conditions et suivant les modalités qu'ils déterminent, des services autres que ceux définis par l'article 15".

.../...

Une telle disposition ne fait que préciser l'article 10 du projet, qui prévoit :

"Article 10.-Les arrêtés royaux prévus à l'article 4, alinéa 2, peuvent également établir des modalités de fixation de traitement".

Cet article 10, qui fait partie des dispositions générales relatives à la fixation des traitements, rend, en raison du caractère général de son texte, l'article 19 du projet inutile. Il y a, dès lors, lieu de l'omettre : on peut toutefois compléter l'article 10 du projet en y apportant la précision donnée par l'article 19.

+ +

Articles 25 et 26.

Le projet d'arrêté royal fixant les échelles des grades communs à plusieurs Ministères (L.8104), qui est soumis à l'avis de la section de législation en même temps que le projet de statut pécuniaire, dispose en son article 4 :

"Article 4. Par dérogation à l'article 25 de l'arrêté royal du ... sont classés dans la série II les services admissibles que l'agent a prestés dans un grade relevant du groupe D après avoir obtenu les points minima requis, soit à l'examen de sous-chef de bureau ou à un examen assimilé, soit à un concours d'accession à la première catégorie. Les services sont ainsi classés à partir de la date de la clôture du procès-verbal de l'examen ou du concours, date reportée au premier du mois suivant si elle est autre que le premier du mois".

.../...

On ne voit pas les raisons pour lesquelles cet article figure dans le projet relatif aux échelles de traitements des grades communs à plusieurs Ministères; il s'agit, en effet, d'une dérogation au principe émis par l'article 25, alinéa 1er, du projet de statut pécuniaire, suivant lequel, "lorsque le grade à considérer figure dans les arrêtés royaux prévus à l'article 4, les services admissibles sont classés dans la série à laquelle appartient l'échelle de ce grade".

L'article 4 cité ci-dessus devrait trouver sa place dans le statut pécuniaire lui-même, immédiatement après son article 26.

+ +

Article 31.

L'alinéa 2 de cet article est superflu et peut être omis.

+ +

Article 37.

Le projet dispose en son article 37, § 1er :

"Le traitement du mois est lié aux fluctuations de l'indice général des prix de détail du Royaume, conformément aux modalités fixées par la loi du 12 avril 1960 unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail. Ce traitement, majoré de 17,5 p.c., est rattaché à l'indice 110".

.../...

La loi du 12 avril 1960 unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail s'applique notamment "aux traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public ... " (article 1er).

L'article 2 de cette loi dispose :

"Sont rattachées à l'indice 110 :

- 1° les sommes correspondant aux taux actuels des dépenses visées à l'article 1er, 1°, tels qu'ils étaient majorés au 1er janvier 1960, en vertu de leur liaison aux fluctuations de l'indice général des prix de détail du Royaume;

...

Ces sommes sont augmentées ou diminuées lorsque l'indice de référence visé à l'article 3 atteint 112,75 points ou descend à 107,25 points.

Dans la suite, elles sont augmentées ou diminuées chaque fois que l'indice de référence monte ou descend de 2,75 points par rapport au chiffre de l'indice qui a justifié soit l'augmentation précédente, soit la diminution précédente.

Le montant de chaque augmentation ou diminution est fixé à 2,5 p.c. des sommes rattachées à l'indice 110.

... "

.../...

Suivant cette loi, le traitement, tel qu'il a été majoré au 1er janvier 1960 en vertu de sa liaison à l'index, est rattaché à l'indice 110.

Peut-il, dès lors, appartenir au Roi de rattacher à l'indice 110, un traitement supérieur à celui qui était payé au 1er janvier 1960 ?

Il eût été souhaitable que la loi prévoie l'hypothèse de l'augmentation des barèmes de traitements. Toutefois, cette loi, dont le projet n'a pas été soumis à l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat, doit être interprétée raisonnablement à la lumière de ses travaux préparatoires.

On peut déduire de ceux-ci que le législateur a fait une distinction entre, d'une part, l'augmentation des traitements due aux variations de l'indice général des prix de détail du Royaume et celle qui résulte d'une révision des barèmes existants. Dans le rapport établi au nom des commissions réunies des Finances, du Travail et de la Prévoyance sociale du Sénat, figure une déclaration du Ministre qui ne laisse pas de doute au sujet des intentions du Gouvernement :

"Si l'on craint que le personnel des services publics ne soit désavantagé par le projet, on ne peut perdre de vue, d'autre part, qu'il sera procédé avant peu à une révision des barèmes qui, pour les catégories A à D, aura même un effet rétroactif au 1er janvier 1960" (session 1959-1960, Sénat, Doc. parl., 252, Rapport).

L'article 37 du projet n'appelle, dès lors, pas d'observation.

Article 45.

L'article 45 du projet dispose :

"Article 45.- Sont réglés par le Ministre dont dépend l'agent, avec l'accord du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions, les cas dans lesquels se présente une particularité propre à justifier que, dans l'esprit du nouveau statut pécuniaire, un tempérament soit apporté à l'application littérale des règles.

Il ne peut toutefois être dérogé aux articles 12, 13 et 21".

Une disposition similaire existe dans l'arrêté royal du 16 février 1953, dont l'article 48 est rédigé comme suit :

"Article 48.- Sont réglés par le Ministre dont dépend l'agent, avec l'accord du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions, les cas dans lesquels se présente, pour la période antérieure au 1er mars 1953, une particularité propre à justifier que, dans l'esprit du nouveau statut pécuniaire, un tempérament soit apporté à l'application littérale des règles afin d'éviter à l'agent un préjudice exceptionnel.

Il ne peut toutefois être dérogé aux articles 13, 14 et 22".

L'article 45 du projet, tout en reprenant en grande partie l'article 48 de l'arrêté royal du 16 février 1953, en diffère sur deux points importants :

.../...

- 1° l'article 48 de l'arrêté royal du 16 février 1953 ne s'applique que pour la période antérieure au 1er mars 1953; c'est une disposition transitoire. L'article 45 du projet est au contraire une disposition organique; le Ministre pourra toujours se servir de la délégation qui lui est accordée pour régler n'importe quelle situation;
- 2° l'article 48 de l'arrêté royal du 16 février 1953 ne peut recevoir application que dans l'hypothèse où il y a lieu "d'éviter à l'agent un préjudice exceptionnel"; aucune définition n'est donnée de ce préjudice exceptionnel; il faut, semble-t-il, entendre par là tout préjudice qui révélerait une inégalité entre des agents se trouvant dans des situations similaires.
- L'article 45 du projet n'exige plus, pour que le Ministre puisse se servir de la délégation qui lui est accordée, que cette condition soit remplie.

La délégation accordée à chacun des Ministres à l'égard des agents qui en dépendent, serait moins sujette à discussion, si elle était assortie de conditions d'application plus strictes qui sont actuellement prévues.

+ +

Article 47.

L'article 47 du projet, qui a trait à son entrée en vigueur, révèle une situation d'une très grande complexité. Celle-ci est due au fait qu'avant de modifier régulièrement le statut pécuniaire par arrêté royal, le

Gouvernement fixe, par voie de circulaires, de nouvelles dispositions que l'on applique même avec effet rétroactif. L'arrêté royal modifiant le statut intervient alors que ces dispositions ont déjà été appliquées parfois depuis plusieurs années, comme c'est le cas en l'espèce. Il en résulte qu'il est indispensable de prévoir des dispositions concernant l'entrée en vigueur, extrêmement complexes, comme le sont celles de l'article 47 du projet.

Dans le cas présent, le projet est rendu encore plus compliqué par le fait que des augmentations accordées comme avances sur traitement ne sont plus actuellement considérées comme telles; d'où la nécessité, pour régulariser des situations passées, de prendre des arrêtés octroyant des allocations pour les années écoulées (voir les deux projets L. 8107 et L.8108).

La procédure employée amène au résultat certain que le droit ne correspondra jamais à la réalité, la réglementation régulière n'intervenant que pour régulariser des situations de fait créées par des circulaires ministérielles. Il en est tellement bien ainsi, qu'il semble que le présent projet est déjà actuellement dépassé et que de nouvelles instructions ministérielles sont prises et appliquées à partir du 1er juillet 1962, en dérogation au présent statut, alors que celui-ci n'est pas encore devenu arrêté royal.

De telles situations ne naîtraient pas si les modifications au statut pécuniaire étaient apportées, en temps utile, par un arrêté royal.

+

+ +

OBSERVATION GENERALE.

Conformément à la "Lijst van benamingen van ambtenaren bij de openbare besturen in dienst of bekend", établie par la "Centrale Commissie voor de Nederlandse rechtstaal en bestuurs-taal in België", il se recommanderait, dans la version néerlandaise, de rendre le terme général "agent" par le mot "ambtenaar" et non pas par "personeelslid".

Pour le surplus, le projet appelle des modifications de pure forme reprises dans le texte proposé ci-après :

.../...

ARRETE ROYAL PORTANT STATUT PECUNIAIRE DU PERSONNEL
DES MINISTERES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 66, alinéa 2, et 67 de la
Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant
le statut des agents de l'Etat;

Vu l'arrêté du Régent du 30 avril 1947 fixant
le statut des agents temporaires;

Vu l'arrêté du Régent du 10 avril 1948 portant
le statut du personnel ouvrier temporaire;

Vu l'avis du Comité général de consultation
syndicale;

Vu l'accord du Ministre des Finances, donné
le ... ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'In-
térieur et de la Fonction publique et de l'avis de Nos
Ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

.../...

Article 1er.-

Les traitements du personnel des Ministères sont fixés par des échelles de traitements comprenant :

- un traitement minimum;
- des traitements dénommés "échelons", résultant des augmentations biennales;
- un traitement maximum.

Le traitement n'est jamais inférieur au minimum vital.

CHAPITRE Ier. - DES ECHELLES DE TRAITEMENTS.Article 2.-

Le Roi fixe, pour chaque grade, en tenant compte de l'importance de la fonction, une échelle de traitements parmi celles qui figurent au tableau annexé au présent arrêté.

Toutefois, certains grades peuvent être dotés soit d'une échelle de traitements ne figurant pas audit tableau, soit d'un traitement à taux unique.

Les traitements et les augmentations biennales sont exprimés en un nombre d'unités monétaires correspondant à leur montant annuel.

.../...

Article 3.-

Sans préjudice aux règles relatives au contrôle administratif et budgétaire :

- 1° les échelles de traitements applicables aux grades communs à plusieurs Ministères sont fixées par arrêté royal pris sur la proposition du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions et délibéré en conseil des Ministres;
- 2° les échelles de traitements applicables aux grades particuliers d'un Ministère sont fixées par arrêté royal pris sur la proposition du Ministre compétent avec l'accord du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions.

L'arrêté royal dont il est question à l'alinéa 1er, 2°, détermine :

- 1° l'échelle de tout grade qui ne figure pas dans l'arrêté royal fixant les échelles des grades communs à plusieurs Ministères;
- 2° l'échelle de tout grade qui, malgré une dénomination identique à celle du grade figurant dans l'arrêté précité, en diffère manifestement comme en témoignait notamment la classification barémique antérieure;
- 3° s'il échet, l'échelle de traitements de certains grades du Ministère qui sont repris parmi les grades communs à plusieurs Ministères.

.../...

Article 4.-

Toute échelle de traitements relève de l'un des onze groupes désignés par les lettres A, B, C, D, Dbis, E, Ebis, F, Fbis, G et H.

Les groupes sont réunis en séries :

- 1° les groupes A, B, C et D forment la série I;
- 2° les groupes Dbis, E et Ebis forment la série II;
- 3° les groupes F, Fbis, G et H forment la série III.

Article 5.-

Toute échelle de traitements est rangée, soit dans la classe dite "21 ans", soit dans la classe dite "25 ans".

Les échelles de traitements qui relèvent des groupes A, B, C, D, Dbis, E et Ebis appartiennent, sauf indication contraire, à la classe "21 ans"; les échelles de traitements qui relèvent des groupes F, Fbis, G et H appartiennent à la classe "25 ans".

Article 6.-

Lorsque l'échelle de traitements ne figure pas au tableau annexé au présent arrêté, elle est désignée par une lettre qui en indique le groupe et elle comprend le traitement minimum, le traitement maximum, le nombre et le montant des augmentations biennales ainsi que l'indication de sa classe. Cette échelle de traitements peut également être désignée par le renvoi à l'échelle de traitements d'un autre grade.

.../...

CHAPITRE II. - DE LA FIXATION DU TRAITEMENT.Section 1ère. - Dispositions générales.Article 7.-

En cas de modification du statut pécuniaire du personnel des Ministères, tout traitement est fixé comme si la disposition nouvelle avait toujours existé.

Si le traitement ainsi fixé est inférieur à celui dont l'agent bénéficiait dans son grade, à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté modificatif, le traitement le plus élevé lui est maintenu dans ce grade jusqu'à ce qu'il obtienne un traitement au moins égal.

Article 8.-

Les modalités de fixation des traitements sont déterminées par le présent arrêté; toutefois, s'il échet, les arrêtés fixant les échelles de traitements applicables aux grades particuliers des divers Ministères pourront établir des modalités de fixation de traitements propres à ces grades, en ce compris la détermination des services admissibles.

Article 9.-

... (article 11 du projet) ...

Article 10.-

Pour l'application du présent arrêté :

- 1° l'expression "service de l'Etat" désigne tout service relevant du pouvoir législatif, du pouvoir exécutif ou du pouvoir judiciaire et non constitué en personne juridique;

.../...

2° l'expression "service d'Afrique" désigne tout service qui relevait du Gouvernement du Congo belge ou du Gouvernement du Ruanda-Urundi et n'était pas constitué en personne juridique.

Section 2. - De la détermination de l'échelle
de traitements.

Article 11.-

... (article 12 du projet) ...

Article 12.-

Par dérogation à l'article 11, est fixé dans l'échelle de traitements du grade ... (la suite comme à l'article 13 du projet) ...

Article 13.-

L'agent ayant atteint l'âge de 21 ou de 25 ans bénéficie, suivant que l'échelle de traitements de son grade relève de la classe "21 ans" ou de la classe "25 ans", du traitement minimum prévu à cette échelle.

Pour l'agent âgé de moins de 21 ans ou de moins de 25 ans, le traitement minimum est diminué d'une somme forfaitaire dont le montant annuel est fixé comme suit, d'après le groupe auquel appartient l'échelle de traitements de son grade : ... (la suite comme à l'article 14 du projet) ...

.../...

Section III.- Des services admissibles.Article 14.-

Sauf disposition contraire, sont seuls admissibles pour l'octroi des augmentations biennales, les services effectifs que l'agent a prestés à partir de l'âge de 21 ou de 25 ans selon la classe de l'échelle de traitements qui lui est applicable, en faisant partie sans interruption volontaire des services de l'Etat ou des services d'Afrique, soit comme titulaire civil ou ecclésiastique d'une fonction rémunérée et comportant des prestations complètes, soit comme militaire de carrière.

Article 15.-

Pour l'application de l'article 14 : ... (texte de l'article 16 du projet, sauf le 4°, c, qui devrait être rédigé comme suit :

- c) les sous-officiers de carrière, les sous-officiers temporaires et les sous-officiers de complément"...

Article 16.-

Pour toute période durant laquelle l'agent a conservé ou perdu ses titres à l'avancement de traitement dans un grade, les services qu'il aurait prestés à un autre titre n'entrent pas en compte pour la fixation de son traitement dans ce grade et dans tout grade ultérieur qui s'y rattache.

.../...

Article 17.-

... (article 18 du projet) ...

Article 18.-

Les services admissibles se comptent par mois du calendrier; ceux qui ne couvrent pas tout le mois sont négligés.

Toutefois, la durée des services admissibles que l'agent a prestés à titre intérimaire dans l'enseignement est fixée par le Ministre dont il dépend, avec l'accord du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions, sans qu'il doive être tenu compte de l'alinéa 1er.

Article 19.-

... (article 21 du projet) ...

Article 20.-

... (article 22 du projet) ...

Article 21.-

Par dérogation à l'article 20, l'importance des services admissibles est déterminée, mois par mois, par le grade correspondant à la fonction exercée, pour la période où le traitement a été fixé conformément à l'article 12, alinéa 1er.

.../...

Article 22.-

... (article 24 du projet) ...

Article 23.-

§ 1er. Lorsque le grade dans lequel des services ont été prestés figure dans les arrêtés royaux prévus à l'article 3, les services admissibles sont classés dans la série à laquelle appartient l'échelle de traitements de ce grade.

Toutefois, si le grade à considérer diffère manifestement, malgré une dénomination identique, du grade qui figure dans les arrêtés précités, les services admissibles sont classés dans la série à laquelle appartiennent les échelles de traitements des grades existant dans les Ministères et qui sont de même importance que le grade à considérer; le Ministre dont dépend l'agent prend la décision concernant cette assimilation, avec l'accord du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions.

§ 2. Lorsque le grade dans lequel des services ont été prestés ne figure pas dans les arrêtés royaux prévus à l'article 3, les services admissibles sont classés dans la série à laquelle appartiennent les échelles de traitements des grades de même importance que le grade à considérer; le Ministre dont dépend l'agent prend la décision concernant cette assimilation, avec l'accord du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions.

.../...

Article 24.-

Par dérogation à l'article 23, sont classés dans la série II, les services admissibles que l'agent a prestés dans un grade relevant du groupe D, après avoir obtenu le nombre minimum de points requis soit à l'examen de sous-chef de bureau ou à un examen qui lui a été assimilé, soit à un concours d'accession à la première catégorie des agents de l'Etat. Les services sont ainsi classés à partir de la date de la clôture du procès-verbal de l'examen ou du concours, date reportée au premier du mois suivant si elle est autre que le premier du mois.

Article 25.-

A dater de la nomination de l'agent définitif ou stagiaire à son grade de base, les services admissibles antérieurs qui, en vertu de l'article 23, appartiendraient à une série supérieure à celle dont relève l'échelle de traitements de ce grade de base, sont classés dans cette dernière série pour la fixation de son traitement d'agent définitif ou stagiaire.

Le grade de base de l'agent est le premier grade auquel il est nommé définitivement ou en stage dans un service dont le personnel est régi par le présent arrêté.

Toutefois, à dater du jour où l'agent est nommé définitivement ou admis en stage à un nouveau grade, selon un mode de nomination statutairement indépendant de sa qualité antérieure d'agent définitif ou stagiaire, ce nouveau grade constitue son grade de base pour l'application de l'alinéa 1er.

.../...

Article 26.-

§ 1er. Pour l'agent au grade duquel est attachée une échelle de traitements relevant de la série II, les services admissibles classés dans la série I forment des services inférieurs; ceux qui sont classés dans les séries II et III forment des services équivalents.

§ 2. Pour l'agent au grade duquel est attachée une échelle de traitements relevant de la série III, les services admissibles classés dans les séries I et II forment des services inférieurs; ceux qui sont classés dans la série III forment des services équivalents.

Section 4. - Du calcul de l'ancienneté et du traitement.

Article 27.-

L'ancienneté pour l'octroi des augmentations biennales de l'agent au grade duquel est attachée une échelle de traitements de la série I, est formée de l'ensemble de ses services admissibles prestés dans tous les grades quelle que soit la série à laquelle est rattachée l'échelle de traitements de ceux-ci.

Cette ancienneté de l'agent au grade duquel est attachée une échelle de traitements de la série II est formée des deux tiers de ses services inférieurs et de l'ensemble de ses services équivalents.

Cette ancienneté de l'agent au grade duquel est attachée une échelle de traitements de la série III est formée de la moitié de ses services inférieurs et de l'ensemble de ses services équivalents.

.../...

Pour le calcul des deux tiers et de la moitié des services inférieurs, prévu aux alinéas 2 et 3, toute fraction de mois résultant de la division est comptée pour un mois.

Article 28.-

Les augmentations biennales sont allouées à l'expiration de chaque période de deux années d'ancienneté au sens de l'article 27.

Article 29.-

... (comme à l'article 31 du projet, alinéa 1er) ...

Article 30.-

§ 1er. L'agent définitif qui a accédé à une catégorie supérieure ou avancé en grade, n'obtient à aucun moment, dans son nouveau grade, un traitement inférieur à celui dont il eût bénéficié dans son ancien grade.

§ 2. Lorsque l'échelle de traitements de son ancien grade relève de la série I et l'échelle de traitements de son nouveau grade de la série II, l'agent visé au § 1er obtient au moins, à tout moment, dans son nouveau grade, un traitement supérieur de 4.000 francs à celui dont il eût bénéficié dans son ancien grade.

.../...

§ 3. Lorsque l'échelle de traitements de son ancien grade relève de la série II et l'échelle de traitements de son nouveau grade de la série III, l'agent visé au § 1er obtient au moins, à tout moment, dans son nouveau grade, un traitement supérieur de 6.000 francs à celui dont il eût bénéficié dans son ancien grade.

§ 4. L'application du § 2 ou du § 3 ne peut avoir pour effet de porter le traitement de l'agent au-delà du traitement maximum de l'échelle de traitements de son nouveau grade ou de celui de l'échelle de traitements de son ancien grade s'il est plus élevé.

Article 31.-

... (article 33 du projet) ...

Article 32.-

Le transfert de l'agent définitif ou stagiaire ne le prive pas du bénéfice des dispositions établies par l'arrêté royal prévu à l'article 3, alinéa 1er, 2°, et dont l'application lui assurerait, dans son service d'origine, l'admissibilité de services autres que ceux définis à l'article 14.

CHAPITRE III. - DU PAIEMENT DU TRAITEMENT.

Article 33.-

...(l'article 35 du projet, tout en remplaçant au § 2, alinéa 2, la référence à l'article 27, alinéa 3, par la référence à l'article 25, alinéa 3) ...

Article 34.-

... (article 36 du projet) ...

Article 35.-

... (article 37 du projet, tout en remplaçant la référence à l'article 36, § 2, par la référence à l'article 34, § 2) ...

.../...

CHAPITRE IV. - DISPOSITIONS TRANSITOIRES.Article 36.-

... (article 38 du projet, tout en remplaçant la référence aux articles 39 à 42 par la référence aux articles 37 à 40) ...

Article 37.-

§ 1er. Par dérogation à l'article 14 et sans préjudice des articles 8, 17 et 32, sont admissibles pour l'octroi des augmentations biennales du traitement de l'agent dont il est question à l'article 36, les services effectifs qu'il a prestés, à partir de l'âge fixé au § 2, en faisant partie, avec ou sans interruption, des services de l'Etat ou des services d'Afrique et des autres services publics, soit comme titulaire civil ou ecclésiastique d'une fonction rémunérée et comportant des prestations complètes, soit comme militaire de carrière.

§ 2. L'âge prévu au § 1er est déterminé par la classe de l'échelle de traitements attachée au grade dont l'agent est titulaire, sauf les exceptions suivantes :

- 1° cet âge est fixé à 18 ans pour l'agent titulaire d'un grade auquel est attachée une échelle de traitements relevant à la fois de la classe "21 ans" et du groupe A, B, C, D ou Dbis;

.../...

- 2° cet âge est fixé à 18 ans pour l'agent définitif ou stagiaire titulaire d'un grade auquel est attachée une échelle de traitements relevant à la fois de la classe "21 ans" et du groupe E ou Ebis, qui est devenu, au plus tard le 1er mars 1953, titulaire, comme agent définitif ou stagiaire, d'un grade auquel est attachée une échelle de traitements relevant du groupe E;
- 3° cet âge est fixé à 23 ans pour l'agent titulaire d'un grade auquel est attachée une échelle relevant de la classe "25 ans" qui, avant l'âge de 25 ans, a été titulaire civil, dans un service de l'Etat, d'un grade dont l'échelle de traitements comporte un traitement minimum au moins égal à celui de l'échelle attachée à son grade actuel; parmi les services prestés entre 23 et 25 ans sont toutefois seuls admissibles ceux qui ont été prestés comme titulaire de ce grade.

Article 38.-

§ 1er. Pour le titulaire d'un grade auquel est attachée une échelle de traitements relevant de la série I ou II, tous les services admissibles qu'il a prestés dans les services publics autres que les services de l'Etat et les services d'Afrique, sont classés indistinctement dans la série I.

§ 2. Pour le titulaire d'un grade auquel est attachée une échelle de traitements relevant de la série III, l'importance des services admissibles qu'il a prestés dans les services publics autres que les services de l'Etat et les services d'Afrique est déterminée, mois par mois, par le grade dont il était titulaire.

Ces services sont classés dans la série à laquelle appartiennent les échelles de traitements des grades de même importance existant dans les Ministères; le Ministre dont dépend l'agent prend la décision concernant cette assimilation, avec l'accord du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions.

Article 39.-

Sans préjudice de l'article 38, les règles fixées par les articles 15, 16 et 18 à 23, 25 et 26, sont valables pour l'application de l'article 37, § 1er, quels que soient les services considérés.

Article 40.-

... (article 42 du projet, tout en remplaçant la référence aux articles 39 et 40, par la référence aux articles 37 et 38)...

Article 41.-

Par dérogation à l'article 2, sont fixées par le Ministre dont dépend l'agent, avec l'accord du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions :

- 1° l'échelle de traitements qui sera attribuée à l'agent qui bénéficiait du régime transitoire établi par les arrêtés royaux prévus à l'article 5 de l'arrêté royal du 16 février 1953 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères;
- 2° l'échelle de traitements qui sera attribuée à l'agent titulaire d'un grade supprimé.

Article 42.-

Par dérogation à l'article 27, alinéa 2, s'il y trouve avantage, l'agent qui, depuis ... au plus tard, a toujours été titulaire d'un grade auquel était attachée une échelle de traitements relevant du groupe Dbis, bénéficie à tout moment, dans une échelle de traitements de ce groupe, du traitement correspondant à son ancienneté Dbis, celle-ci étant formée de la moitié de ses services admissibles classés dans les groupes A, B et C et du total de ses services admissibles classés dans le groupe D et au-dessus.

Pour le calcul de la moitié des services, prévu à l'alinéa 1er, toute fraction de mois résultant de la division est comptée pour un mois.

CHAPITRE V. - DISPOSITIONS FINALES.Article 43.-

... (article 45 du projet, sauf l'alinéa 2 qui devrait être rédigé comme suit :

"Il ne peut toutefois être dérogé aux articles 11, 12 et 19") ...

Article 44.-

Jusqu'à l'entrée en vigueur de l'arrêté royal prévu à l'article 3 et fixant l'échelle de traitement de son grade ou de la décision prévue à l'article 41 ayant le même objet, l'agent conserve provisoirement le traitement dont il bénéficiait avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 45.-

§ 1er. Sans préjudice du § 3 , le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1960 pour les agents titulaires de grades auxquels sont attachées les échelles de traitements de la série I.

...(alinéa 2, comme au projet) ...

§ 2. Sans préjudice du § 3, le présent arrêté entre en vigueur le ... pour les agents titulaires de grades auxquels sont attachées les échelles de traitements des séries II et III.

... (alinéa 2 de l'article 47 du projet) ...

... La suite comme au projet, toutefois les mots : "Pour l'application du présent article" par lesquels débute l'alinéa 3 du § 2 de l'article 47 du projet , doivent être remplacés par les mots "Pour l'application du présent paragraphe") ...

Article 46.-

... (article 48 du projet) ...

Article 47.-

... (article 49 du projet) ...

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur et de la
Fonction publique,

Le Ministre, Adjoint aux Finances,

Articles du projet établi
par le Conseil d'Etat.

Article 1er, alinéa 1er
 alinéa 2.

Article 2, alinéas 1er et 2
 alinéa 3.

Article 3, alinéa 1er
 alinéa 2, 1° et 2°
 alinéa 2, 3°.

Article 4.

Article 5.

Article 6.

Article 7.

Article 8.

Article 9.

Article 10.

Article 11.

Article 12.

Article 13.

Article 14.

Article 15.

Article 16.

Article 17.

Articles du projet du
Gouvernement.

Article 1er
Article 2, alinéa 2.

Article 3
Article 2, alinéa 1er.

Article 4
Article 3 (L.8104)
Article 2 (L.8104).

Article 6.

Articles 7 et 8, alinéa 3.

Article 8, alinéa 2.
N.B. L'alinéa 1er de l'article
8 est omis car il ne fait
que répéter l'article 6,
alinéa 1er.

Article 9.

Articles 10 et 19.

Article 11.

Article 1er partim.

Article 12.

Article 13.

Article 14.

Article 15.

Article 16.

Article 17.

Article 18.
N.B. L'article 19 doit être omis
car il répète l'article 10.

.../...

Articles du projet établi
par le Conseil d'Etat.

Article 18.

Article 19.

Article 20.

Article 21.

Article 22.

Article 23, § 1er
§ 2.

Article 24.

Article 25.

Article 26.

Article 27.

Article 28.

Article 29.

Article 30.

Article 31.

Article 32.

Article 33.

Article 34.

Article 35.

Article 36

Article 37.

Article 38.

Articles du projet du
Gouvernement.

Article 20.

Article 21.

Article 22.

Article 23.

Article 24.

Article 25

Article 26.

Article 4 (L. 8104).

Article 27.

Article 28.

Article 29.

Article 30.

Article 31.

Article 32.

Article 33.

Article 34.

Article 35.

Article 36.

Article 37.

Article 38.

Article 39.

Article 40.

.../...

Articles du projet établi
par le Conseil d'Etat.

Article 39.

Article 40.

Article 41.

Article 42.

Article 43.

Article 44.

Article 45.

Article 46.

Article 47.

Articles du projet du
Gouvernement.

Article 41.

Article 42.

Article 43.

Article 44.

Article 45.

Article 46.

Article 47.

Article 48.

Article 49.

AANHEF.

Het koninklijk besluit van 4 oktober 1961 betreffende de modaliteiten van de beraadslagingen van de Ministerraad bepaalt in artikel 1 :

"In de gevallen waarin ze vereist wordt door een koninklijk besluit waarvan de wijziging niet bij de wet moet geschieden, mag de beraadslaging van de Minister-raad vervangen worden door de beraadslaging van het Kabinet voor algemeen beleid of van het ministerieel comité voor economische en sociale coördinatie".

Het laatste lid van de aanhef bepaalt, dat het ontwerp is vastgesteld "op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers" ; er blijkt dus geen reden te zijn om in die aanhef nog naar het koninklijk besluit van 4 oktober 1961 te verwijzen. Is over het ontwerp echter niet in Ministerraad, maar in beperkt ministerieel comité beraadslaagd, dan dient het laatste lid van de aanhef te worden gewijzigd. Hoe dan ook moet de vermelding van het koninklijk besluit van 4 oktober 1961 vervallen.

+

+ +

Het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole bepaalt :

.../...

in artikel 6 : dat ontwerpen die nieuwe uitgaven kunnen doen ontstaan, aan de Minister van Financiën voor akkoord moeten worden voorgelegd ;

in artikel 8 : dat ontwerpen die ertoe strekken organieke regelen te stellen inzake toelagen, vergoedingen of voordelen in natura ten laste van de Schatkist en wedde- en loonschalen vast te stellen, voor akkoord moeten worden voorgelegd aan de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort ;

in artikel 24 : dat deze akkoorden met hun datum in de aanhef van die besluiten moeten worden vermeld.

Voor het ontwerp is er voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt geweest, zodat het akkoord van deze laatste voorondersteld is.

Hetzelfde geldt echter niet voor het akkoord van de Minister van Financiën.

Het ontwerp moge de in raad vergaderde Ministers voor advies zijn voorgelegd. Volgens de geldende bepalingen ontslaat dit advies niet van enige andere formaliteit. Het impliceert bovendien niet vanzelf, dat de Minister van Financiën zijn instemming heeft betuigd.

Wel zal vaak uit het overleg in Ministerraad die instemming blijken, maar verificatie voor elk geval blijft nodig.

.../...

De formaliteiten inzake administratieve en begrotingscontrole zijn weliswaar voorgeschreven in het uitsluitend belang van de administratie. De rechtsgeldigheid van de handeling hangt niet af van de naleving van die formaliteiten. Hierop heeft de Raad van State, afdeling wetgeving, gewezen in zijn advies over het ontwerp dat het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 is geworden.

Maar dat het nalaten van de in dat besluit voorgeschreven formaliteiten geen nietigverklaring van een handeling tot gevolg kan hebben, betekent vanzelfsprekend niet, dat de Regering van de verplichting tot het in acht nemen van de gegeven voorschriften ontslagen zou zijn. Men kan van mening zijn, dat de formaliteiten die het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 voorschrijft, met dan nog de medeondertekening van de Minister van Financiën, volgens artikel 6 van de wet van 20 juli 1921, tot al te ingewikkelde en logge administratieve procedures leiden. Mocht de Regering die mening inderdaad zijn toegedaan en vereenvoudiging wenselijk achten, dan zou zij de thans geldende bepalingen met het oog daarop moeten wijzigen.

+

+ +

Artikel 2.

Door te bepalen dat "de wedde nooit beneden het bestaansminimum ligt" stelt artikel 2, tweede lid, van het ontwerp, een beginsel zonder omschreven juridische draagwijdte. Die passus kan zonder bezwaar vervallen.

+

+ +

.../...

Artikel 4.

Artikel 4 bevat de regels die in acht te nemen zijn bij het vaststellen van weddeschalen voor aan verscheidene Ministeries gemene graden (eerste lid) en van weddeschalen voor bijzondere graden van een Ministerie (tweede lid).

Voor het vaststellen van die schalen bedoelt de Regering niet af te wijken van de regels inzake administratieve en begrotingscontrole ; daarom ware aan artikel 4 toe te voegen, dat het die reglementering onverkort laat.

+ +

Artikel 4 van het ontwerp bepaalt :

"Artikel 4. De schalen verbonden aan de gemeenschappelijke graden voor verscheidene Ministeries worden vastgesteld bij koninklijk besluit, genomen op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort en waarover in Ministerraad is beraadslaagd.

De schalen voor de bijzondere graden bij een Ministerie worden vastgesteld bij koninklijk besluit, genomen op de voordracht van de bevoegde Minister, in overleg met de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort" .

.../...

Samen met het onderhavige, is aan de Raad van State een ontwerp-koninklijk besluit voorgelegd "tot vaststelling van de schalen verbonden aan de gemeenschappelijke graden voor verscheidene Ministeries", van welk besluit sprake is in het hier aangehaalde artikel 4, eerste lid. In dat ontwerp (L.8104) komen twee bepalingen voor die geen betrekking hebben op de schalen van aan verscheidene Ministeries gemene graden ; zij betreffen de besluiten die de schalen van de bijzondere graden van een Ministerie zullen vaststellen, en van die besluiten is er sprake in het tweede lid van het hiervoren aangehaalde artikel 4.

Die bepalingen luiden als volgt :

"Artikel 2. Het koninklijk besluit tot vaststelling van de schalen voor de bijzondere graden bij een Ministerie kan eveneens een regeling treffen ten aanzien van de tot dit Ministerie behorende titularissen van gemeenschappelijke graden.

Artikel 3. Wordt vastgesteld overeenkomstig artikel 4, tweede lid, van het koninklijk besluit van ...

- 1° de schaal voor iedere graad die niet voorkomt op de in artikel 1 vastgelegde lijst ;
- 2° de schaal voor iedere graad die, ondanks hun zelfde benaming, klaarblijkelijk verschilt van de in artikel 1 vermelde graad, zoals de vroegere weddeschaal-indeling onder meer duidelijk liet uitschijnen".

.../...

Die bepalingen zouden beter op hun plaats zijn in de bezoldigingsregeling zelf, als aanvulling van artikel 4, tweede lid.

+

+ +

Artikel 5.

Artikel 5 van het ontwerp heeft geen verordenende strekking ; het kondigt alleen aan in welke vorm de Koning de in artikel 4 bedoelde besluiten zal vaststellen. Het dient te vervallen.

+ +

Artikel 15.

Artikel 15 van het ontwerp bepaalt welke diensten voor de tweejaarlijkse verhogingen in aanmerking komen, "onverminderd artikel 12, § 3, van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika".

Artikel 15 laat niet alleen "onverminderd" de wet van 27 juli 1961, maar ook een aantal andere verordeningsteksten, zoals de overgangsregeling van de artikelen 38 tot 42 van het ontwerp, en de bepalingen die kunnen worden vastgesteld in de koninklijke besluiten betreffende de bijzondere graden van de Ministeries (artikelen 10 en 19 van het ontwerp).

.../...

Het begin van artikel 15 zou dus in algemener bewoordingen moeten worden gesteld :

"Behoudens hiermee strijdige bepaling ...".

+ +

Artikel 16.

Artikel 16 van het ontwerp bepaalt, dat voor de toepassing van artikel 15 :

"4° als beroepsmilitairen worden beschouwd :

- a) ... ;
- b) ... ;
- c) de beroepsonderofficieren ... " .

De wet van 27 december 1961 houdende statuut van de onderofficieren van het actief kader der land-, lucht- en zeemacht verdeelt het kader van de onderofficieren van het actief kader over drie categorieën : beroepsonderofficieren, tijdelijke onderofficieren en toegevoegde onderofficieren. Die wet is nog niet in werking getreden. Het ware echter aangewezen de benaming "beroepsonderofficieren" te vervangen door de benamingen van de nieuwe categorieën van onderofficieren, zodat de bezoldigingsregeling op dat punt niet gewijzigd hoeft te worden als die wet in werking treedt.

+ +

.../...

Artikel 19.

Artikel 19 van het ontwerp bepaalt :

"Artikel 19." Bij de koninklijke besluiten bedoeld in artikel 4, tweede lid, kunnen, onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten die zij bepalen, andere dan de in artikel 15 omschreven diensten in aanmerking worden genomen".

Dit is niets anders dan een verduidelijking van artikel 10 van het ontwerp, dat bepaalt :

"Artikel 10. De bij artikel 4, tweede lid, bedoelde koninklijke besluiten kunnen eveneens de modaliteiten bepalen voor de vaststelling van de wedde".

Artikel 10 staat onder de algemene bepalingen betreffende de vaststelling van de wedden en is zo algemeen dat het artikel 19 overbodig maakt. Dit dient dus te vervallen. De verduidelijking die erin wordt gegeven, kan echter in artikel 10 worden opgenomen.

+ +

.../...

Artikelen 25 en 26.

Het ontwerp-koninklijk besluit "tot vaststelling van de schalen verbonden aan de gemeenschappelijke graden voor verscheidene Ministeries" (L. 8104), dat aan de afdeling wetgeving is voorgelegd samen met de ontwerp-bezoldigingsregeling, bepaalt in artikel 4 :

"Artikel 4.-

In afwijking van artikel 25 van het koninklijk besluit van ..., worden in reeks II opgenomen, de in aanmerking komende diensten die het personeelslid in een tot groep D behorende graad heeft gepresteerd, na het vereiste minimum aantal punten te hebben bekomen, hetzij in het examen voor onderbureauchef of in een daarmede gelijkgesteld examen, hetzij in een vergelijkend examen voor overgang naar de eerste categorie. De diensten worden aldus opgenomen met ingang van de datum waarop het proces-verbaal van het examen of van het vergelijkend examen werd afgesloten, datum die verschoven wordt naar de eerste der volgende maand, indien hij niet op de eerste ener maand valt".

Het is niet duidelijk waarom dit artikel in dat bepaalde ontwerp voorkomt , want het is een afwijking van het beginsel van artikel 25, eerste lid, van de ontwerp-bezoldigingsregeling, die zegt : "wanneer de te beschouwen graad voorkomt in de bij artikel 4 bedoelde besluiten, wordt de in aanmerking te nemen dienst opgenomen in de reeks waartoe de aan die graad verbonden schaal behoort".

.../...

Het hiervoren aangehaalde artikel 4 zou een plaats moeten krijgen in de bezoldigingsregeling zelf, en wel onmiddellijk na artikel 26.

+ +

Artikel 31.

Het tweede lid van dit artikel kan als overbodig vervallen.

+ +

Artikel 37.

Artikel 37, § 1, van het ontwerp bepaalt :

"De maandwedde wordt verbonden aan de schommelingen van het algemeen indexcijfer der kleinhandelsprijzen van het Rijk, overeenkomstig de modaliteiten bepaald bij de wet van 12 april 1960 tot eenmaking van de verschillende stelsels van koppeling aan het indexcijfer der kleinhandelsprijzen. Die wedde, verhoogd met 17,5 t.h., is verbonden aan indexcijfer 110".

De wet van 12 april 1960 tot eenmaking van de verschillende stelsels van koppeling aan het indexcijfer der kleinhandelsprijzen is onder meer van toepassing "op de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare Schatkist ..." (artikel 1).

.../...

Artikel 2 van die wet bepaalt :

"Artikel 2.-

Worden gekoppeld aan het indexcijfer 110 :

1° de bedragen die overeenstemmen met de huidige cijfers van de uitgaven bedoeld bij artikel 1, 1°, zoals zij op 1 januari 1960 verhoogd werden krachtens hun koppeling aan de schommelingen van het algemeen indexcijfer der kleinhandelsprijzen van het Koninkrijk;

...

Deze bedragen worden verhoogd of verminderd wanneer het referentieindexcijfer, bedoeld bij artikel 3, 112,75 punten bereikt of tot op 107,25 punten daalt. Daarna worden zij verhoogd of verminderd telkens het referentieindexcijfer stijgt of daalt met 2,75 punten ten opzichte van het indexcijfer dat hetzij de vorige verhoging, hetzij de vorige daling gerechtvaardigd heeft.

Het bedrag van iedere verhoging of daling wordt bepaald op 2,5 t.h. van de bedragen die gekoppeld zijn aan het indexcijfer 110.

...".

Volgens die wet wordt de wedde, zoals zij op 1 januari 1960 wegens de koppeling aan het indexcijfer werd verhoogd, gekoppeld aan indexcijfer 110.

.../...

Kan de Koning onder de gegeven omstandigheden een wedde die hoger is dan de op 1 januari 1960 betaalde, aan indexcijfer 110 koppelen ?

Het ware wenselijk geweest dat de wet in een mogelijke verhoging van de weddeschalen had voorzien. Die wet, waarvan het ontwerp niet aan de afdeling wetgeving van de Raad van State is voorgelegd, moet echter redelijkerwijze worden geïnterpreteerd aan de hand van de parlementaire voorbereiding.

Hieruit kan worden afgeleid, dat de wetgever een onderscheid heeft gemaakt tussen de weddeverhoging ingevolge de schommelingen van het algemeen indexcijfer der kleinhandelsprijzen van het Koninkrijk en die welke het gevolg zijn van een herziening van de bestaande weddeschalen. In het verslag namens de verenigde Senaatscommissies voor de financiën, de arbeid en de sociale voorzorg, staat een verklaring van de Minister die geen twijfel laat omtrent de bedoeling van de Regering :

"Wanneer men vreest dat het personeel in overheidsdienst vanwege het ontwerp nadeel zou kunnen onder vinden, mag men niet uit het oog verliezen dat eerlang een herziening van weddeschalen zal doorgevoerd worden, die voor de categorieën A tot D zelfs terugwerkende kracht tot 1 januari 1960 zal hebben" (zitting 1959-1960, Senaat, Gedr. St. 252, Verslag).

Bij artikel 37 van het ontwerp is dus geen opmerking te maken.

Artikel 45.

Dit artikel van het ontwerp bepaalt :

"Artikel 45.-

De Minister onder wie het personeelslid ressorteert regelt, in overleg met de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, de gevallen die een zodanig bijzonder aspect vertonen, dat in de geest van de nieuwe bezoldigingsregeling een minder letterlijke toepassing van de regelen verantwoord is.

Van de artikelen 12, 13 en 21 mag evenwel niet worden afgeweken".

Een soortgelijke bepaling staat ook in het koninklijk besluit van 16 februari 1953, namelijk in artikel 48 :

"Artikel 48.-

De Minister onder wie het personeelslid ressorteert regelt, in overleg met de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, de gevallen die in de periode vóór 1 maart 1953 een zodanig bijzonder aspect vertonen, dat in de geest van de nieuwe bezoldigingsregeling en om het personeelslid een buitengewoon nadeel te vermijden, een minder letterlijke toepassing van de regelen verantwoord is.

Van het bepaalde in de artikelen 13, 14 en 22 mag evenwel niet worden afgeweken".

.../...

Artikel 45 van het ontwerp herhaalt een groot gedeelte van artikel 48 van het koninklijk besluit van 16 februari 1953, echter op twee belangrijke punten na :

- 1° artikel 48 van het koninklijk besluit van 16 februari 1953 is alleen van toepassing op de periode vóór 1 maart 1953; het is een overgangsbepaling. Artikel 45 van het ontwerp daarentegen is een organieke bepaling; de Minister zal zich steeds op de hem opgedragen bevoegdheid kunnen beroepen om gelijk welke toestand te regelen;
- 2° artikel 48 van het koninklijk besluit van 16 februari 1953 kan alleen toepassing vinden wanneer het erom gaat te vermijden, dat de ambtenaar "een buitengewoon nadeel" zou lijden. Dat buitengewoon nadeel is niet nader omschreven, maar er moet blijkbaar onder worden verstaan ieder nadeel dat zou wijzen op een ongelijkheid tussen ambtenaren die zich in een soortgelijke toestand bevinden.

Artikel 45 eist niet langer, dat aan die voorwaarde is voldaan, wil de Minister de hem opgedragen bevoegdheid kunnen uitoefenen.

Tegen het feit dat iedere Minister bevoegdheid verkrijgt ten aanzien van het onder hem staande personeel, zou minder bezwaar zijn, indien daarvoor strengere toepassingsvereisten werden gesteld, zoals die thans bestaan.

+ +

.../...

Artikel 47.

Dit artikel handelt over de inwerkingtreding van het ontwerp-besluit en wijst op het bestaan van een uiterst ingewikkelde toestand. Deze is hieraan te wijten, dat de Regering, alvorens de bezoldigingsregeling op regelmatige wijze bij koninklijk besluit te wijzigen, door middel van omzendbrieven nieuwe bepalingen vaststelt welke zelfs met terugwerkende kracht worden toegepast. Het koninklijk besluit tot wijziging van de bezoldigingsregeling komt tot stand nadat die bepalingen soms al jaren zijn toegepast, zoals nu het geval is. Uiterst ingewikkelde bepalingen, zoals die van artikel 47 van het ontwerp, zijn dan ook nodig voor de inwerkingstelling.

In het onderhavige geval komt daar nog de verwikkeling bij, dat verhogingen die als weddevoorschotten zijn toegestaan, thans niet meer als zodanig worden beschouwd; vandaar, wil men vroegere toestanden regulariseren, de noodzaak van besluiten die toelagen verlenen voor de verstreken jaren (zie de twee ontwerpen L. 8107 en L. 8108).

Het onvermijdelijke gevolg van zulk een werkwijze is, dat het recht nooit met de feiten overeenstemt, aangezien de regelmatige verordening slechts tot stand komt voor het regulariseren van feitelijke toestanden die door ministeriële omzendbrieven in het leven zijn geroepen. Dit is zo waar, dat het onderhavige ontwerp thans reeds voorbijgestreefd lijkt en dat nieuwe ministeriële onderrichtingen gegeven en met

.../...

ingang van 1 juli 1962 toegepast zijn in afwijking van de onderhavige bezoldigingsregeling, ofschoon deze nog geen koninklijk besluit geworden is.

Zodanige toestanden zouden niet ontstaan, als de wijzigingen aan de bezoldigingsregeling te gepasten tijde bij koninklijk besluit werden aangebracht.

+

+ +

ALGEMENE OPMERKING.

Overeenkomstig de "Lijst van Benamingen van ambtenaren en personen bij de openbare besturen in dienst of bekend", samengesteld door de "Centrale Commissie voor de Nederlandse rechtstaal en bestuurstaal in België", wordt aanbevolen, voor "agent" als algemene benaming in het Nederlands de term "ambtenaar" te gebruiken in plaats van "personeelslid".

Voorts zijn bij het ontwerp nog opmerkingen te maken die alleen de vorm betreffen. In de hierna voorgestelde tekst is daarmee rekening gehouden.

KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE BEZOLDIGINGSREGELING VOOR HET
PERONEEL VAN DE MINISTERIES.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 66, tweede lid, en 67 van de Grondwet ;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel ;

Gelet op het besluit van de Regent van 30 april 1947 houdende vaststelling van het statuut van het tijdelijk personeel ;

Gelet op het besluit van de Regent van 10 april 1948 houdende statuut van het tijdelijk werkliedenpersoneel ;

.../...

Gelet op het advies van de algemene syndicale raad van advies;

Gelet op het akkoord van de Minister van Financiën, gegeven op ...;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

De wedden van het personeel van de Ministeries worden vastgesteld in weddeschalen bestaande uit :

- een minimumwedde;
- zogenaamde "weddetrappen", die het resultaat zijn van de tweejaarlijkse verhogingen;
- een maximumwedde.

De wedde ligt nooit beneden het bestaansminimum.

HOOFDSTUK I. - WEDDESCHALEN.

Artikel 2.-

De Koning bepaalt, voor iedere graad, met inachtneming van de belangrijkheid van het ambt, een weddeschaal uit die welke in de bij dit besluit gevoegde tabel zijn opgenomen.

.../...

Aan sommige graden kan echter hetzij een niet in die tabel opgenomen schaal, hetzij een vaste wedde worden verbonden.

Wedden en tweejaarlijkse verhogingen worden uitgedrukt in een aantal munteenheden, dat met hun jaarbedrag overeenstemt.

Artikel 3.-

Onverminderd de regels inzake de administratieve en begrotingscontrole :

- 1° worden de weddeschalen voor aan verscheidene Ministeries gemene graden bepaald bij een koninklijk besluit, dat op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort en na beraadslaging in Ministerraad wordt vastgesteld;
- 2° worden de weddeschalen voor bijzondere graden bij een Ministerie bepaald bij een koninklijk besluit, dat op de voordracht van de bevoegde Minister, met de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, wordt vastgesteld.

Het in het eerste lid, 2°, bedoelde koninklijk besluit bepaalt :

- 1° de schaal voor iedere graad die niet voorkomt in het koninklijk besluit tot vaststelling van de schalen voor aan verscheidene Ministeries gemene graden;
- 2° de schaal voor iedere graad die, ondanks gelijkheid van benaming met de in evengenoemd besluit vermelde graad, kennelijk van die graad verschilt, zoals onder meer uit de vroegere weddeschaalindeling bleek;

.../...

3° indien daartoe grond bestaat, de weddeschaal van sommige graden van het Ministerie, die opgenomen zijn onder de aan verscheidene Ministeries gemene graden.

Artikel 4.-

Elke weddeschaal behoort tot een van de elf groepen, aangeduid met de letters A, B, C, D, Dbis, E, Ebis, F, Fbis, G en H.

Van de groepen worden reeksen gevormd :

- 1° van de groepen A, B, C en D : reeks I;
- 2° van de groepen Dbis, E en Ebis : reeks II;
- 3° van de groepen F, Fbis, G en H : reeks III.

Artikel 5.-

Elke weddeschaal wordt ingedeeld, hetzij bij de klasse genaamd "21 jaar", hetzij bij de klasse genaamd "25 jaar".

De weddeschalen van de groepen A, B, C, D, Dbis, E en Ebis behoren, tenzij anders is bepaald, tot de klasse "21 jaar"; de weddeschalen van de groepen F, Fbis, G en H behoren tot de klasse "25 jaar".

.../...

Artikel 6.-

Een weddeschaal die niet in de bij dit besluit gevoegde tabel voorkomt, wordt aangeduid met een letter die de groep ervan aangeeft; zij omvat de minimumwedde, de maximumwedde, het getal en het bedrag van de tweejaarlijkse verhogingen, en de vermelding van de klasse waartoe zij behoort. Die weddeschaal kan ook worden aangeduid door verwijzing naar de weddeschaal van een andere graad.

HOOFDSTUK II. - VASTSTELLING VAN DE WEDDE.Eerste afdeling. - Algemene bepalingen.Artikel 7.-

Ingeval de bezoldigingsregeling voor het personeel van de Ministeries wordt gewijzigd, wordt iedere wedde vastgesteld alsof de nieuwe bepaling altijd had bestaan.

Indien de aldus vastgestelde wedde lager is dan die welke de ambtenaar in zijn graad genoot bij de inwerkingtreding van het wijzigingsbesluit, blijft hij in die graad de hoogste wedde genieten totdat hij een ten minste gelijke wedde bereikt.

Artikel 8.-

De regels volgens welke de wedden worden vastgesteld, zijn in dit besluit aangegeven; besluiten die weddeschalen voor de bijzondere graden van de verschillende Ministeries vaststellen, kunnen echter, indien

.../...

daartoe grond bestaat, regels aangeven voor het vaststellen van aan die graden eigen wedden, daarin begrepen het bepalen van de in aanmerking komende diensten.

Artikel 9.-

... (artikel 11 van het ontwerp) ...

Artikel 10.-

Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° "dienst van de Staat" : elke niet-rechtspersoonlijke dienst behorende onder de wetgevende macht, de uitvoerende macht of de rechterlijke macht;
- 2° "dienst van Afrika" : elke niet-rechtspersoonlijke dienst die onder het Gouvernement van Belgisch-Congo of onder het Gouvernement van Ruanda-Urundi behoorde.

Afdeling 2. - Bepaling van de weddeschaal.

Artikel 11.-

... (artikel 12 van het ontwerp) ...

Artikel 12.-

In afwijking van artikel 11 wordt vastgesteld in de weddeschaal, verbonden aan de graad die met het uitgeoefende ambt overeenstemt, de wedde van elk ambtenaar die, in vast verband of tot stagiair benoemd ingevolge

.../...

de besluiten tot uitvoering van de wetten van 28 december 1950, 13 juli 1951 en 27 juli 1953, een lager ambt uitoefent dan met zijn graad overeenstemt.

Het eerste lid geldt niet verder ten aanzien van de ambtenaar die in een met zijn nieuwe graad overeenstemmend ambt tewerkgesteld werd, volgens de regels bepaald in artikel 8 van het koninklijk besluit van 25 november 1953 houdende uitzonderlijke maatregelen tot benoeming in vast verband in de Rijksbesturen.

Artikel 13.-

De ambtenaar die 21 of 25 jaar oud is, ontvangt, naargelang de weddeschaal van zijn graad tot de klasse "21 jaar" of tot de klasse "25 jaar" behoort, de minimumwedde van die schaal.

Voor de ambtenaar die geen 21 jaar of geen 25 jaar oud is, wordt de minimumwedde verminderd met een vaste som waarvan het jaarbedrag, naar gelang van de groep waartoe de weddeschaal van zijn graad behoort, bepaald is als volgt :

Groep	Ambtenaar minder dan 18 jaar oud.	Ambtenaar 18 jaar oud.
-----	-----	-----

... (voorts zoals in het ontwerp) ...

.../...

Afdeling 3. - In aanmerking komende diensten.

Artikel 14.-

Behoudens hiermee strijdige bepaling kunnen voor de toekenning van de tweejaarlijkse verhogingen alleen in aanmerking komen, de werkelijke diensten welke de ambtenaar, met ingang van zijn 21e of zijn 25e jaar naar gelang van de klasse van de voor hem geldende weddeschaal, heeft volbracht terwijl hij, zonder vrijwillige onderbreking, behoorde tot de diensten van de Staat of van Afrika, hetzij als burgerlijk of geestelijk titularis van een bezoldigd ambt met volledige prestaties, hetzij als beroepsmilitair.

Artikel 15.-

Voor de toepassing van artikel 14 : ... (tekst van artikel 16 van het ontwerp, behalve 4°, c, dat moet worden gelezen als volgt :

"c) de beroepsonderofficieren, de tijdelijke onderofficieren en de toegevoegde onderofficieren")...

Artikel 16.-

Voor elke periode waarover de ambtenaar zijn aanspraken op bevordering tot een hogere wedde in een graad heeft behouden of verloren, worden de diensten die hij in een andere hoedanigheid mocht hebben volbracht, niet medegeteld voor de vaststelling van zijn wedde in die graad en in enige latere daarmee verband houdende graad.

Artikel 17.-

... (artikel 18 van het ontwerp) ...

Artikel 18.-

De in aanmerking komende diensten worden berekend per kalendermaand; die welke geen volle maand bedragen, worden niet medegeteld.

De duur van de in aanmerking komende diensten welke de ambtenaar in het onderwijs ad interim heeft volbracht, wordt echter vastgesteld door de Minister onder wie hij ressorteert, met de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, zonder dat rekening moet worden gehouden met het eerste lid.

Artikel 19.-

... (artikel 21 van het ontwerp) ...

Artikel 20.-

... (artikel 22 van het ontwerp) ...

Artikel 21.-

Voor het tijdperk waarin de wedde werd vastgesteld overeenkomstig artikel 12, eerste lid, hangt, in afwijking van artikel 20, de belangrijkheid van de in aanmerking komende diensten maand op maand af van de graad die overeenstemt met het uitgeoefende ambt.

Artikel 22.-

Artikel 23.-

§ 1. Wanneer de graad waarin de diensten zijn volbracht, voorkomt in de onder artikel 3 bedoelde koninklijke besluiten, worden de in aanmerking te nemen diensten ingedeeld bij de reeks waartoe de weddeschaal van die graad behoort.

Verschilt bewuste graad echter, ondanks gelijkheid van benaming, kennelijk van de graad die in voormelde besluiten voorkomt, dan worden de in aanmerking te nemen diensten ingedeeld bij de reeks waartoe de weddeschalen van in de Ministeries bestaande graden van dezelfde belangrijkheid als de bewuste graad behoren ; de Minister onder wie de ambtenaar ressorteert, beslist over die gelijkstelling, met de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort.

§ 2. Komt de graad waarin de diensten zijn volbracht, niet voor in de onder artikel 3 bedoelde koninklijke besluiten, dan worden de in aanmerking te nemen diensten ingedeeld bij de reeks waartoe de weddeschalen van de graden van dezelfde belangrijkheid als de bewuste graad behoren; de Minister onder wie de ambtenaar ressorteert, beslist over die gelijkstelling met de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort.

.../...

Artikel 24.-

In afwijking van artikel 23 worden bij reeks II ingedeeld, de in aanmerking te nemen diensten welke de ambtenaar in een tot groep D behorende graad heeft volbracht na het vereiste minimum puntental te hebben behaald, hetzij in het examen voor onderbureauhef of in een daarmee gelijkgesteld examen, hetzij in een vergelijkend examen voor overgang naar de eerste categorie van het Rijkspersonoel. De diensten worden op die wijze ingedeeld vanaf de dag waarop het proces-verbaal van het examen of van het vergelijkend examen werd afgesloten of, als dit niet de eerste dag van een maand is, vanaf de eerste van de daaropvolgende maand.

Artikel 25.-

Van de dag af waarop de vaste of stagedoende ambtenaar in zijn basisgraad is benoemd, worden voor de vaststelling van zijn wedde als vast of stagedoend ambtenaar, de in aanmerking te nemen vroegere diensten die krachtens artikel 23 tot een hogere reeks mochten behoren dan de reeks met de weddeschaal voor die basisgraad, bij deze laatste reeks ingedeeld.

De basisgraad van de ambtenaar is de eerste graad waartoe hij in vast verband of in stage-verband wordt benoemd in een dienst waarvan het personeel aan dit besluit onderworpen is.

Van de dag af echter waarop de ambtenaar, volgens een benoemingswijze, waarbij zijn vroegere hoedanigheid van vast of stagedoend ambtenaar statutair buiten beschouwing wordt gelaten, in vast verband of in stage-verband, tot een nieuwe graad wordt benoemd, is die nieuwe graad zijn basisgraad voor de toepassing van het eerste lid.

Artikel 26.-

§ 1. Voor de ambtenaar aan wiens graad een weddeschaal uit reeks II verbonden is, gelden de bij reeks I ingedeelde in aanmerking te nemen diensten als lagere diensten ; diensten welke bij de reeksen II en III zijn ingedeeld, gelden als gelijkwaardige diensten.

§ 2. Voor de ambtenaar aan wiens graad een weddeschaal uit reeks III verbonden is, gelden de bij de reeksen I en II ingedeelde in aanmerking te nemen diensten als lagere diensten ; diensten welke bij reeks III zijn ingedeeld, gelden als gelijkwaardige diensten.

Afdeling 4.- Berekening van anciënniteit en wedde.

Artikel 27.-

Voor de ambtenaar aan wiens graad een weddeschaal uit reeks I verbonden is, bestaat de anciënniteit voor toekenning van de tweejaarlijkse verhogingen uit het geheel uit van de in aanmerking komende diensten welke hij in alle graden heeft volbracht, ongeacht de reeks waaraan de weddeschaal van die graden verbonden is.

Voor de ambtenaar aan wiens graad een weddeschaal uit reeks II verbonden is, bestaat die anciënniteit uit twee derde van zijn lagere diensten en het geheel van zijn gelijkwaardige diensten.

Voor de ambtenaar aan wiens graad een weddeschaal uit reeks III verbonden is, bestaat die anciënniteit uit de helft van zijn lagere diensten en het geheel van zijn gelijkwaardige diensten.

Voor de berekening van de twee derde en van de helft van de lagere diensten, bedoeld in het tweede en het derde lid, wordt elk gedeelte van een maand, dat na de deling overblijft, voor een volle maand gerekend.

Artikel 28.-

De tweejaarlijkse verhogingen worden toegekend bij het verstrijken van iedere periode van twee jaar anciënniteit in de zin van artikel 27.

Artikel 29.-

De wedde van een ambtenaar die de leeftijd van 21 jaar bereikt heeft en een ambt met volledige prestaties bekleedt, is nooit lager dan 50.000 frank. De wedde van 50.000 frank wordt verleend totdat de ambtenaar krachtens deze beëldigingsregeling een ten minste even hoge wedde verkrijgt.

Artikel 30.-

§ 1. De vaste ambtenaar die naar een hogere categorie overgegaan of tot een hogere graad bevorderd is, heeft in zijn nieuwe graad nooit een lagere wedde dan hij in zijn vorige zou hebben genoten.

§ 2. Wanneer de weddeschaal van zijn vorige graad tot reeks I en de weddeschaal van zijn nieuwe graad tot reeks II behoort, verkrijgt de in § 1 bedoelde ambtenaar in zijn nieuwe graad altijd ten minste een wedde die 4.000 frank hoger ligt dan die welke hij in zijn vorige graad zou hebben genoten.

§ 3. Wanneer de weddeschaal van zijn vorige graad tot reeks II en de weddeschaal van zijn nieuwe graad tot reeks III behoort, verkrijgt de in § 1 bedoelde ambtenaar in zijn nieuwe graad altijd ten minste een wedde die 6.000 frank hoger ligt dan die welke hij in zijn vorige graad zou hebben genoten.

§ 4. De toepassing van § 2 of van § 3 mag niet tot gevolg hebben, dat de wedde van de ambtenaar hoger zou liggen dan de maximumwedde uit de weddeschaal van zijn nieuwe graad of die uit de weddeschaal van zijn vorige graad indien hij hoger is.

Artikel 31.-

... (artikel 33 van het ontwerp) ...

.../...

Artikel 32.-

De vaste of stagedoende ambtenaar die wordt overgeplaatst, verliest niet het genot van de bepalingen van het koninklijk besluit, bedoeld in artikel 3, eerste lid, 2°, op grond waarvan , in zijn dienst van herkomst, andere dan de in artikel 14 omschreven diensten in aanmerking zouden komen.

HOOFDSTUK III.- UITBETALING VAN DE WEDDE.Artikel 33.-

... (artikel 35 van het ontwerp, met dien verstande dat in § 2, tweede lid, niet wordt verwezen naar artikel 27, derde lid, maar naar "artikel 25, derde lid")...

Artikel 34.-

... (artikel 36 van het ontwerp) ...

Artikel 35.-

... (artikel 37 van het ontwerp, met dien verstande dat de verwijzing naar artikel 36, § 2, wordt vervangen door de verwijzing naar "artikel 34, § 2")...

HOOFDSTUK IV. - OVERGANGSBEPALINGEN.Artikel 36.-

... (artikel 38 van het ontwerp, met dien verstande dat niet wordt verwezen naar de artikelen 39 tot 42, maar naar de artikelen 37 tot 40)...

Artikel 37.-

§ 1. In afwijking van artikel 14 en onverminderd de artikelen 8, 17 en 32, komen voor de toekenning van de tweejaarlijkse weddeverhogingen van de in artikel 36 bedoelde ambtenaar in aanmerking de werkelijke diensten die hij, vanaf de in § 2 bepaalde leeftijd, heeft volbracht, terwijl hij, met of zonder onderbreking, tot een dienst van de Staat of van Afrika of tot een andere openbare dienst behoorde, hetzij als burgerlijk of geestelijk titularis van een bezoldigd ambt met volledige prestaties, hetzij als beroepsmilitair.

§ 2. De in § 1 bedoelde grensleeftijd hangt af van de klasse der weddeschaal verbonden aan de graad van de ambtenaar, behalve in de volgende gevallen :

.../...

- 1° die leeftijd wordt gesteld op 18 jaar voor de ambtenaar met een graad waaraan een weddeschaal behorende én tot de klasse "21 jaar" én tot de groep A, B, C, D of Dbis verbonden is ;
- 2° hij wordt gesteld op 18 jaar voor de vaste of stagedoende ambtenaar met een graad waaraan een weddeschaal behorende én tot de klasse "21 jaar" én tot de groep E of Ebis verbonden is, en die uiterlijk op 1 maart 1953, als vast of stagedoend ambtenaar, een graad heeft verkregen waaraan een weddeschaal verbonden is die tot de groep E behoort ;
- 3° hij wordt gesteld op 23 jaar voor de ambtenaar met een graad waaraan een weddeschaal behorende tot de klasse "25 jaar" verbonden is, die, vóór de leeftijd van 25 jaar, in een dienst van de Staat burgerlijk titularis is geweest van een graad waarvan de weddeschaal een ten minste gelijke minimumwedde heeft als die van de weddeschaal van zijn huidige graad ; van de diensten tussen drieëntwintigjarige en vijfentwintigjarige leeftijd verstrekt, komen echter alleen in aanmerking die welke de betrokkene als titularis van die graad heeft volbracht.

Artikel 38.-

§ 1. Voor de ambtenaar met een graad waaraan een weddeschaal behorende tot reeks I of II verbonden is, worden alle in aanmerking komende diensten welke hij in een andere openbare dienst dan diensten van de Staat of van Afrika volbracht heeft, zonder onderscheid ingedeeld bij reeks I.

§ 2. Voor de ambtenaar met een graad waaraan een weddeschaal behorende tot reeks III verbonden is, hangt de belangrijkheid van de in aanmerking komende diensten welke hij in een andere openbare dienst dan diensten van de Staat of van Afrika volbracht heeft, maand op maand af van de graad welke hij bekleedde.

Deze diensten worden ingedeeld bij de reeks waartoe de weddeschalen van in de Ministeries bestaande graden van dezelfde belangrijkheid behoren ; de Minister onder wie de ambtenaar ressorteert, beslist over deze gelijkstelling, met de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort.

Artikel 39.-

Onverminderd artikel 38, gelden de regels van de artikelen 15, 16 en 18 tot 23, 25 en 26 ook voor de toepassing van artikel 37, § 1, om het even welke diensten in beschouwing worden genomen.

Artikel 40.-

... (artikel 42 van het ontwerp, met dien verstande dat niet naar de artikelen 39 en 40 , maar naar de artikelen 37 en 38 wordt verwezen)...

.../...

Artikel 41.-

In afwijking van artikel 2 bepaalt de Minister onder wie de ambtenaar ressorteert, met de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort :

- 1° de weddeschaal welke zal worden toegekend aan de ambtenaar die in aanmerking kwam voor de overgangsregeling, ingevoerd bij de koninklijke besluiten bedoeld in artikel 5 van het koninklijk besluit van 16 februari 1953 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der Ministeries ;
- 2° de weddeschaal welke zal worden toegekend aan de ambtenaar die titularis is van een afgeschafte graad.

Artikel 42.-

In afwijking van artikel 27, tweede lid, indien hij er voordeel bij heeft, geniet de ambtenaar die, uiterlijk sedert ... steeds titularis is geweest van een graad waaraan een weddeschaal van de groep Dbis verbonden is, te allen tijde in een weddeschaal van die groep, de wedde die overeenstemt met zijn anciënniteit Dbis, welke bestaat uit de helft van zijn bij de groepen A, B en C ingedeelde in aanmerking komende diensten en uit het totaal van zijn bij groep D en hogere groepen ingedeelde in aanmerking komende diensten.

Bij de in het eerste lid bedoelde berekening van de helft der diensten, wordt elk gedeelte van een maand, dat na de deling overblijft, voor een volle maand gerekend.

HOOFDSTUK V.- SLOTBEPALINGEN.

Artikel 43.-

... (artikel 45 van het ontwerp, behalve het tweede lid, dat moet worden gelezen als volgt :

"Van de artikelen 11, 12 en 19 mag echter niet worden afgeweken") ...

Artikel 44.-

Tot de inwerkingtreding van het in artikel 3 bedoelde koninklijk besluit dat de weddeschaal van zijn graad vaststelt, of van de in artikel 41 bedoelde desbetreffende beslissing, behoudt de ambtenaar voorlopig de wedde welke hij vóór de inwerkingtreding van het tegenwoordige besluit genoot.

Artikel 45.-

§ 1. Onverminderd § 3 heeft dit besluit uitwerking op 1 januari 1960 voor ambtenaren met graden waaraan de weddeschalen van reeks I verbonden zijn..
... (voorts zoals artikel 47, § 1, tweede lid, van het ontwerp) ...

§ 2. Onverminderd § 3 treedt dit besluit ... in werking voor ambtenaren met graden waaraan de weddeschalen van de reeksen II en III verbonden zijn.

... (tweede lid zoals in artikel 47, § 2, van het ontwerp) ...

...(Voorts zoals in het ontwerp, met dien verstande echter dat het derde lid van artikel 47, § 2, van het ontwerp moet beginnen als volgt : "Voor de toepassing van deze paragraaf")...

Artikel 46.-

... (artikel 48 van het ontwerp) ...

Artikel 47.-

... (artikel 49 van het ontwerp) ...

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Binnenlandse Zaken en van
het Openbaar Ambt,

De Minister, Adjunct voor Financiën,

Artikelen van het door de Raad
van State voorgestelde ontwerp.

Artikel 1, eerste lid
tweede lid.
Artikel 2, eerste en tweede lid
derde lid.
Artikel 3, eerste lid
tweede lid, 1° en 2°
tweede lid, 3°.
Artikel 4.
Artikel 5.
Artikel 6.

Artikel 7.
Artikel 8.
Artikel 9.
Artikel 10.
Artikel 11.
Artikel 12.
Artikel 13.
Artikel 14.
Artikel 15.
Artikel 16.
Artikel 17.

Artikelen van het ontwerp van
de Regering.

Artikel 1
Artikel 2, tweede lid.
Artikel 3
Artikel 2, eerste lid.
Artikel 4
Artikel 3 (L. 8104)
Artikel 2 (L. 8104).
Artikel 6.
Artikelen 7 en 8, derde lid.
Artikel 8, tweede lid.
N.B. Het eerste lid van artikel
8, een herhaling van artikel
6, eerste lid, moet vervallen.
Artikel 9.
Artikelen 10 en 19.
Artikel 11.
Artikel 1, partim.
Artikel 12.
Artikel 13.
Artikel 14.
Artikel 15.
Artikel 16.
Artikel 17.
Artikel 18.
N.B. Artikel 19, een herhaling
van artikel 10, moet ver-
vallen.

Artikelen van het door de Raad
van State voorgestelde ontwerp.

Artikel 18.
Artikel 19.
Artikel 20.
Artikel 21.
Artikel 22.
Artikel 23, § 1
 § 2.
Artikel 24.
Artikel 25.
Artikel 26.
Artikel 27.
Artikel 28.
Artikel 29.
Artikel 30.
Artikel 31.
Artikel 32.
Artikel 33.
Artikel 34.
Artikel 35.
Artikel 36.
Artikel 37.
Artikel 38.

Artikelen van het ontwerp van
de Regering.

Artikel 20.
Artikel 21.
Artikel 22.
Artikel 23.
Artikel 24.
Artikel 25.
Artikel 26.
Artikel 4 (L. 8104).
Artikel 27.
Artikel 28.
Artikel 29.
Artikel 30.
Artikel 31.
Artikel 32.
Artikel 33.
Artikel 34.
Artikel 35.
Artikel 36.
Artikel 37.
Artikel 38.
Artikel 39.
Artikel 40.

Artikelen van het door de Raad
van State voorgestelde ontwerp.

Artikel 39.
Artikel 40.
Artikel 41.
Artikel 42.
Artikel 43.
Artikel 44.
Artikel 45.
Artikel 46.
Artikel 47.

Artikelen van het ontwerp van
de Regering.

Artikel 41.
Artikel 42.
Artikel 43.
Artikel 44.
Artikel 45.
Artikel 46.
Artikel 47.
Artikel 48.
Artikel 49.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

G.HOLOYE, conseillers d'Etat,
J.MASQUELIN, raadsheren van State,

P.DE VISSCHER, assesseurs de la section
de législation,
J.ROLAND, bijzitters van de afdeling
wetgeving,

G.DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.F.REMION, auditeur.

Het verslag werd uitgebracht door de H. F. REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G.DE LEUZE.

(s.) J.SUETENS.